



DSLAM non joignable(s) :

31

<http://www.free-reseau.fr/>

Le 20 avril 1828, René Caillié, jeune explorateur français qui a appris l'arabe, entre dans la cité mythique de Tombouctou, cité interdite aux Chrétiens, au terme d'efforts inouïs. Il sera triomphalement reçu par la Société Nationale de Géographie à Paris le 5 décembre 1828 qui lui remettra un prix de 10 000 francs. Épuisé, il mourra sans doute de tuberculose 10 ans plus tard à l'âge de 38 ans.

« WWW » 2012 À LYON ET CYBER CONTRÔLE

Le créateur du Web s'exprime

La conférence mondiale sur le Web s'achève aujourd'hui à Lyon après quatre jours de débats. Tim Bernes-Lee, que l'on considère comme l'un des pères du WEB pour avoir lancé le premier site en ligne en 1991, a lancé une charge contre la réutilisation des données personnelles, la fameuse DPI (Deep Packet Inspection) ou analyse des contenus en transit sur les réseaux. Des valeurs comme « l'ouverture, le consensus, la transparence, la vie privée et la protection de l'intimité » ou le fait que « la démocratie dépend d'un internet ouvert » sont des notions qu'il a tenu à souligner. Cette défense d'un internet libre intervient dans un climat d'inquiétude où beaucoup d'acteurs s'insurgent contre les différents dispositifs de contrôle et de bridage voulus par les pouvoirs publics pour lutter en particulier contre les réseaux terroristes et la délinquance pédophile.



« Nous ne pourrions pas continuer à inventer si le WEB est verrouillé, bloqué par les autorités » a-t-il averti devant un auditoire composé de spécialistes divers.

Si les projets Sopa et Pipa (dont l'AduF a déjà longuement parlé) semblent ne plus faire trop peur pour cause de mise au placard, et tandis que de longues et compliquées négociations sont en cours au niveau européen autour du projet ACTA (accord commercial anti-contrefaçon), tout un nouvel arsenal est cependant en préparation.

État des lieux.

- Cisca (Cyber Intelligence and Protection Act of 2011)

Il s'agit d'un projet de loi américain en cours d'examen auprès du Congrès. Objectif officiel : la coopération Etats-entreprises et la lutte contre les crimes et délits commis sur le WEB. Il compte de nombreux soutiens dont ceux de Microsoft, Intel, Facebook, Oracle, AT&T, Symantec ou Verizon.

Du côté des critiques, on dénonce le fait que des entreprises comme Google ou Facebook pourraient être en droit de se saisir des échanges entre utilisateurs et les transmettre aux pouvoirs publics sur requête. Ils craignent également que la lutte contre la cyber criminalité ne devienne prétexte à l'espionnage des utilisateurs et au partage d'informations avec le gouvernement ou avec d'autres entreprises.

- Indect (Système d'Information intelligent qui gère l'observation, la recherche et la détection pour la sécurité en milieu urbain)

Un projet porté par l'Union Européenne de développement d'algorithmes anti-terroristes par croisement de datas et de statistiques issues du WEB avec des films de vidéo-surveillance. Les opposants dénoncent les prémices d'une surveillance généralisée de la population, voire plus, en cas de situation exceptionnelle.

- SysSec (Système de sécurité en Europe)

Autre chantier européen, officiellement chargé de contrer les cyber-menaces en allant vers plus de proactivité, entendez ne pas se cantonner à une réponse ciblée mais l'anticiper en « travaillant sur la prévision des menaces et des vulnérabilités » d'après le site officiel. Il a aussi pour but une mise en commun de toutes les avancées en matière de protection et de sécurité par tous les États signataires. Même son de cloche du côté des opposants qui dénoncent le risque d'un débordement du périmètre initial et une dérive préjudiciable au respect de la vie privée. Sujet certes un peu aride mais censé interpeller le citoyen. Vous voilà au courant !!!

Sources : *Nouvel Ob's*, *Libération*, *Challenge's*

Bon Wek End à tous et à... jeudi car l'AduF prend quelques jours de vacances...

 http://twitter.com/L_ADUF

 <http://www.facebook.com/Association.des.Utilisateurs.de.Free>